(Nº 87.)

Chambre des Représentants.

Séance du 15 Janvier 1847.

Augmentation du personnel du tribunal de Nivelles.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

Messieurs,

Le tribunal de Nivelles est actuellement composé d'un président et de deux juges, dont l'un fait les fonctions de juge d'instruction.

Le Roi m'a chargé de soumettre à vos délibérations un projet de loi tendant à augmenter d'un juge le personnel de ce tribunal.

Les renseignements statistiques recueillis, en ce qui concerne les travaux du tribunal de Nivelles, et dont le résumé se trouve à la suite du présent exposé, démontrent la nécessité de cette augmentation.

Indépendamment du tribunal de Nivelles, il existe encore trois autres tribunaux dont le personnel n'est composé que de trois membres : ce sont les tribunaux de Furnes, Marche et Turnhout.

Le tribunal de Nivelles a presqu'autant d'affaires civiles et commerciales que ces trois tribunaux réunis.

Le nombre de ces affaires portées annuellement devant le tribunal de Nivelles s'est augmenté dans une progression très-sensible.

Il en est de même de l'arriéré, qui, il y a quelques années, n'était que de 173 affaires; il a aujourd'hui atteint le chiffre de 329.

Il existe onze tribunaux, dont le personnel se compose de quatre membres, savoir : Audenarde, Courtrai, Dinant, Hasselt, Huy, Louvain, Malines, Neuf-Château, Termonde, Verviers et Ypres.

En moyenne, le nombre des affaires civiles introduites annuellement devant le tribunal de Nivelles a été, pendant les cinq dernières années, de 179 causes.

Ce chiffre est plus élevé que celui que présente le rôle de huit des douze tri-

bunaux composés de quatre juges : sous le rapport du nombre des affaires civiles et commerciales réunies, le tribunal de Nivelles se trouve au-dessus de tous les tribunaux composés de quatre juges, à l'exception d'un seul, celui de Dinant.

Sous le rapport des affaires correctionnelles, il occupe le cinquième rang.

Le nombre des affaires communiquées au juge d'instruction a éprouvé, pendant les cinq dernières années, un accroissement de 21 sur 100, la moyenne de ces affaires s'est élevée, pendant cette période, à 142.

Ce magistrat, pour suffire à sa tâche, est obligé de s'absenter fréquemment des audiences; et alors même que, pour éviter le recours trop souvent répété aux juges suppléants, le juge d'instruction s'efforce d'assister aux audiences, il lui est impossible de prendre une part active à l'examen et au jugement des affaires plaidées, en sorte que toute la charge retombe presqu'exclusivement sur les deux autres magistrats.

Il importe, par conséquent, de mettre un terme à cet état des choses, contraire à la marche régulière et à la bonne administration de la justice. Ce but sera atteint au moyen de l'adjonction d'un quatrième juge appelé à prendre une part active aux audiences civiles et commerciales, en remplacement du juge d'instruction trop occupé pour pouvoir y prêter un concours efficace.

Le Ministre de la Justice,

Bon D'ANETHAN.

PROJET DE LOI.



Roi des Welges,

A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Notre Ministre de la Justice présentera aux Chambres, en Notre nom, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le personnel du tribunal de première instance de Nivelles est augmenté d'un juge.

Donné à

, le janvier 1847.

LEOPOLD.

PAR LE ROI:

Le Ministre de la Justice,

Bon D'ANETHAN.

Situation du tribunal de Nivelles, composé de 3 juyes.

		APPAIRES CIVILES ET COMMERCIALAS.						us.	AFFAIRES correctionnelles.			ellar
			INTRODUITES		JUGEMENTS				Code	siot		s ectionn rockon
années.				Au f	ond.	fond.		a la fir	. 'A	a dos		AFFAIRES s et correc es en instr
		Cıviles.	Commerciales.	Contradictolres.	Par défaut.	Arant de statver au fond.	TOTAL.	Restant à juger a la fin l'annec.	Delits prévus par pénal.	Contraventions speciales.	TOTAL.	AFFAIRES eriminelles et carrectionnellss enroyéts en instruction.
1850	3-1857	151	3 9	79	47	68	194	173	179	224	403	76
1857—1858		164	30	84	45	80	209	176	148	162	510	95
18581859		174	28	76	41	77	194	196	139	178	317	140
1839—1840		165	51	99	42	87	228	195	145	232	377	105
1840—1841		184	39	101	45	99	245 .	218	152	298	450	133
1841—1842		160	69	113	49	111	273	247	176	225	401	121
1842—1843		150	57	104	45	89	238	242	192	287	479	136
1843—1844		181	59	114	54	98	266	511	189	230	419	157
1844—1845		185	64	101	75	95	267	502	199	359	558	150
1845—1846		217	122	154	84	83	520	529	224	314	538	188
	(1re période	167	57	88	44	82	214	191	154	219	371	110
Moyenne 2m.			74	117	61	95	275	286	196	283	479	143
							1					
	ÉTAT COMPARATIF.											
Moyenne pendant les cinq années, 1841-1842 à 1845-1846, pour les tribunaux de												
	Louvain	174	n	56	52	104	212	214	422	591	813	52 5
	Malines	89	59	45	39	73	157	78	197	82	279	120
4 JUGES.	Audenarde	172	77	89	78	49	216	99	428	264	692	251
	Termonde	187	10	71	55	73	197	63	5 4 5	273	818	561
	Courtrai	159	1)	77	41	69	187	151	462	171	635	275
	Ypres	162	70	102	37	67	206	98	552	183	516	96
	Huy	150	80	89	69	61	219	57	130	256	366	65
	Verviers	218	10	97	56	85	238	190	207	526	533	178
	Hasselt	82	22	27	52	51	90	51	176	294	471	136
	Neuschâteau	117	54	69	69	71	209	82	66	339	405	83
1	Dinant	180	81	64	133	68	265	570	170	679	849	82
5 JUGES.	Turnhout	49	13	29	19	37	85	24	144	235	379	110
	Furnes	95	22	45	52	34	131	58	152	109	261	93
13	Marche	84	57	54	47	5 5	156	20	90	447	537	64